



## Déclaration Liminaire

### CDAS du 27 novembre 2015

Monsieur le président,

Il est difficile de ne pas aborder aujourd'hui le drame effroyable qui a touché notre pays vendredi 13 novembre 2015. Les attentats de Paris ont provoqué une indignation, une tristesse et un désarroi profonds en France et au-delà de nos frontières.

Les agents des Finances sont touchés au même titre que l'ensemble des citoyens attachés aux valeurs démocratiques et républicaines.

Trois organisations syndicales dont FO DGFIP, avaient appelé l'ensemble des agents des Finances à se mettre en grève le 18 novembre pour protester contre les suppressions d'emplois et contre une nouvelle baisse du budget de fonctionnement.

Suite aux ignobles attentats de Paris, les organisations syndicales ont cependant décidé de reporter leur légitime action prévue le 18 novembre.

Pour autant nous maintenons l'ensemble de nos revendications.

L'horreur de l'attaque terroriste du 13 novembre ne doit pas nous faire oublier que l'affaiblissement de l'État à travers les suppressions d'emplois est tout sauf la solution aux difficultés que nous devons collectivement affronter dans les jours et semaines à venir.

Avec le Projet de la Loi de Finances 2016, les organisations syndicales ont appris un budget d'Action sociale diminué de 28 millions d'euros et dans la foulée la subvention à l'ALPAF supprimée. Cette amputation des budgets est inadmissible dans un contexte social dégradé.

Il s'agit là d'une attaque en règle de l'action social d'autant plus délibérée et préméditée que la présentation du budget s'est faite en travestissant la vérité et les montants réels noyés dans une globalité destinée à masquer les données.

Cette négation du dialogue social témoigne d'un mépris total de la Direction vis-à-vis des partenaires sociaux et des agents.

Cette situation est inacceptable et s'ajoute à la liste déjà longue des préjudices que subissent les agents des Ministères Économiques et Financières.